

LES TEMPS DES TERRITOIRES

Mots-clés : temporalités, territoires, modélisation, évaluation, politiques

Colloque de l'UMR LADYSS

en collaboration avec le Collège international des sciences du territoire (CIST)

Jeudi 9 et vendredi 10 mars 2017 - Université Paris-Ovest Nanterre

Contexte

La question des modalités d'appréhension du temps dans la diversité des disciplines scientifiques revient régulièrement sur le devant de la scène, comme en atteste un grand nombre de rencontres et de publications échelonnées sur une vingtaine d'années¹, tant en matière d'études de l'environnement que de politiques d'aménagement ou de santé. Cette question travaille de manière continue les sciences sociales et les sciences de l'environnement, notamment en leur point d'interconnexion, et particulièrement quand il s'agit de territoires et d'action sur ces territoires.

Le temps est objet de débat d'idées, voire de débats idéologiques entre les partisans d'une accélération et partisans d'une décélération (du changement, du progrès, de la modernité...) ; autant de termes aussi intéressants et heuristiques que porteurs de pièges et de confusions comme en témoigne les publications du manifeste accélérationniste² ou, dans une mouvance inverse, de la revue *Entropia*³.

Le temps n'est pas conçu de manière abstraite comme une dimension physique de l'existence. Il est un construit social, divers (on songe aux *régimes d'historicité* de François Hartog, 2003) et contradictoire (on songe aux télescopages de temporalités longues et courtes sur les territoires qui en sont le substrat et le réceptacle). Le temps peut alors être le prétexte à des injonctions (l'adaptabilité au changement par exemple) dont certains cherchent à renforcer l'acceptabilité. Ce qui renvoie à la dimension idéologique du temps, mais aussi à la question des instruments de sa mesure et de sa conception.

Sur les territoires concrets, s'opèrent en effet des choix d'observation du temps, depuis les mesures des temporalités quotidiennes (les pas d'un humain, déjà étudiés par de Certeau, 1990) jusqu'aux métrologies utilisées dans les modèles numériques, destinés tant à améliorer les connaissances scientifiques qu'à gérer la nature et les sociétés. Les questions d'évaluation sur lesquelles les chercheurs sont fréquemment sollicités renvoient également inévitablement à la notion de temporalité : sur quel pas de temps évaluer les aménagements ou les politiques publiques ? Comment prendre en compte l'évolution des comportements sociaux, des pratiques d'aménagement ou des technologies (notamment dans les outils de mesure) dans l'évaluation ?

¹ On peut citer entre autres le colloque *Les temps de l'environnement* en 1997 ; les actes du colloque *Temps et espaces des crises de l'environnement* (Beck 2006), ceux du colloque *Aménagement du territoire : changement de temps, changement d'espace* (Frémont et al., 2008), la journée des jeunes chercheurs de l'Institut de géographie *Temps, rythmes et temporalités en géographie* en 2011 ; la journée d'étude en sciences sociales *Temporalités : regards croisés en sciences sociales* en 2013, le colloque *Géohistoire de l'environnement et des paysages* en 2016, le colloque *The history of pathocenosis of the mediterranean area : Diseases, environment, civilizations* en 2010 (Coste et al., 2016).

² <http://www.multitudes.net/manifeste-accelerationniste>

³ <http://www.entropia-la-revue.org/spip.php?article131>

Objectifs du colloque

Le présent appel souhaite ainsi montrer la diversité des approches en croisant les expériences et les recherches autour de la notion de temporalité. Nous voulons ouvrir les communications possibles aux divers sens que peut prendre le terme de « temporalité » (ce que Henri Lefebvre aurait sans doute appelé des *rythmes*, Lefebvre, 1992), dans ses dimensions prospectives et rétrospectives, ouvertes sur les dialogues entre sciences de la nature, sciences sociales et expertise, à condition que les intervenants proposent d'eux même une définition de la temporalité telle qu'ils l'entendent et l'utilisent, et qu'ils la mettent en regard des autres approches possibles.

Les quatre demi-journées du colloque seront organisées comme suit :

1) Les perceptions des changements environnementaux

Les temporalités des changements environnementaux, multiples et discontinues, sont caractérisées par des emboîtements de cycles, de rythmes et d'échelles de temps. Depuis une trentaine d'années, la classique opposition entre temps cyclique et temps linéaire est posée en des termes nouveaux : le changement climatique, par exemple, mobilise à la fois la question des cycles (du carbone...) et celle de l'irréversibilité d'une évolution linéaire ; autre exemple, les approches d'ingénierie écologique associées aux pratiques de conservation de la biodiversité s'appuient sur l'idée d'un fonctionnement systémique intégrant la notion de cycle. Le regard scientifique ou expert sur les questions de temporalité influe et produit des représentations sociales du changement environnemental et de ses rythmes. Les acteurs eux-mêmes opèrent des diagnostics relatifs aux changements de leurs environnements qui ont une temporalité propre. Toutes les pratiques induisent-elles des représentations du temps singulières ? Dans les territoires, les changements globaux et les politiques ainsi que les actions pour un développement durable dessinent des nouvelles pratiques visibles dans les paysages urbains (gestion différenciée et valorisation de la biodiversité et du spontané) et dans les paysages ruraux (culture biologique, agro-pastoralisme, sylvo-pastoralisme). Comment les habitants/acteurs des territoires perçoivent-ils ces changements et quelles relations entretiennent-ils avec ces variations des modes de valorisation des ressources ? Les médias, les scientifiques, les gestionnaires et les entreprises relaient et formalisent un discours pour les citoyens sur les enjeux de durabilité des milieux. Les institutions insistent particulièrement sur les enjeux éducatifs. Comment les publics réagissent-ils à ces types de communication ? Il s'agira ici d'observer comment les conceptions du temps se construisent dans un dialogue horizontal autant que vertical, induisant des changements dans les taxinomies qui structurent les savoirs et les pratiques ainsi que des décalages dans les formes d'expertise, des conflits et des tensions.

2) Temporalité et aménagement des territoires : la question de l'état de référence dans les projets et leur réalisation

Alors que les chercheurs et les gestionnaires insistent sur le fait qu'il n'existe pas d'état de référence absolu de l'environnement (Daniau *et al.*, 2009), il n'en demeure pas moins qu'ils sont confrontés à une multiplication des termes, permettant d'évaluer l'état initial avant l'opération de restauration (diagnostic, état initial ou encore « bruit de fond » biogéochimique, comme pour les cours d'eau ou les sols), de placer le projet dans un contexte donné (état de référence, état d'environnement témoin, territoire-test des politiques publiques) et de définir les finalités des projets. Projets et actions se retrouvent ainsi placés dans des temporalités variées, tout en suivant la linéarité temporelle de la réalisation des projets, depuis l'état initial jusqu'à l'évaluation *post ante*.

En repartant de ce qu'indiquait Laurent Simon en 2005, « L'état de référence n'est peut-être plus un absolu mais il constitue encore un élément de réflexion et d'action indispensable », que nous disent aujourd'hui les

scientifiques et les praticiens de l'aménagement de cet état de référence ? Peut-on le définir ? Peut-on s'en passer ? Ces questions nous paraissent centrales que ce soit pour guider les processus d'évaluation des projets, leur adaptabilité, ou encore pour leur compréhension et leur acceptation par l'ensemble des acteurs d'un territoire.

3) Articuler le temps et l'espace dans la compréhension des territoires : enjeux méthodologiques et outils

L'analyse des dynamiques spatio-temporelles implique de nombreux enjeux méthodologiques et impose une réflexion sur les outils développés à ce jour. Ainsi les sources d'informations et les instruments de mesure ou de suivi des faits sociaux et environnementaux (recensements, registres, enquêtes, techniques d'observation satellitaire, etc.) évoluent au cours du temps. Ils s'appuient sur des catégories socialement et scientifiquement construites qui ne cessent de changer (urbain/rural, découpages spatiaux administratifs, catégories socio-professionnelles, médicales, etc.) mais restant encore trop souvent abordées de manière implicite. Différentes techniques ont été développées pour harmoniser ces catégories, s'appuyant le plus souvent sur le plus petit dénominateur commun. Quelles sont les conséquences de ces arbitrages méthodologiques, attachées à la disponibilité des informations mobilisables ? Dans quelle mesure permettent-elles d'appréhender les logiques spatiales et territoriales à l'œuvre ? L'ouverture de plus en plus grande à une masse et une variété d'informations numérisées ou le développement des comparaisons internationales incitent à revenir sur ces questions. Par ailleurs, les situations observées localement à un moment donné sont le fruit d'interactions spatiales et de déterminants œuvrant dans différentes temporalités. Dans ce domaine, les outils de modélisation et de simulation dynamique peuvent faciliter l'intégration du temps dans les analyses. En établissant des scénarios d'évolution, ils permettent de tester des hypothèses, d'étudier les rétroactions, voire d'évaluer leur capacité de réversibilité. Les approches dynamiques offrent également l'opportunité de s'interroger sur la manière de représenter et visualiser les logiques spatio-temporelles des faits sociaux et environnementaux. Les outils de cartographie dynamique permettant de représenter des phénomènes de diffusion, des agrégats spatio-temporels ou de visualiser différents modèles de simulation se sont largement développés. Quels sont les apports et les limites de ces outils et dans quelle mesure peuvent-ils constituer des outils d'aide à la décision publique ?

4) Epistémologie des temporalités des territoires

Les temporalités appréhendées par les sciences sociales, par les sciences de la nature et par l'expertise au service du politique sont aussi des représentations fortement dépendantes des expériences historiquement situées de ceux qui les utilisent au service de leurs raisonnements et de leurs actions. Les temporalités ont donc à voir avec ce que l'historien François Hartog (2003) appelle des *régimes d'historicités*, c'est-à-dire des manières situées d'appréhender les trois grandes catégories du passé, du présent et du futur. Les temporalités s'inscrivent dans tous les domaines de la vie publique ou privée, mais ne sont jamais abordées frontalement en des termes qui en fassent un sujet politique. Comment concevoir une chronopolitique qui permette de se réapproprier les débats aussi bien sur les temps de travail que sur les temps de l'environnement, sur les temps vécus que sur les temps expérimentés, scientifiques ou politiques ? Ce dernier axe du colloque se propose de faire un point sur les rapports au temps dans les domaines abordés par les ateliers précédents (et qui devront donc avoir été suivis) en prenant en considération les aspects normatifs, prescriptifs et descriptifs soulevés. Pour reprendre les propositions de François Hartog, sur le plan politique, on peut par exemple considérer que le développement durable met au premier plan les questions de temporalités. La dette des générations présentes vis-à-vis des générations futures, élément principal du développement durable, serait tout aussi bien une réponse qu'un des symptômes les plus flagrants d'un certain état d'indécision contemporaine sur le temps. Ceci permet de poser la question de l'atelier : comment les disciplines en lien avec les territoires se reconstruisent-elles avec le temps... en redéfinissant le

temps... sur certains pas de temps ? Comment notamment certaines conceptions des temporalités percolent-elles d'un domaine scientifique à l'autre en se rencontrant sur des objets communs ? Nous songeons, à titre d'exemple, à la notion de climax et à ses tribulations : concept dominant (permettant de penser une nature stable, équilibrée, hors du temps et hors des influences anthropiques), puis concept mal-aimé quand la nature pensée par les sciences sociales et les sciences du milieu s'est historicisée et socialisée. Cependant ce concept ressurgit de surprenante manière chez des chercheurs ou des acteurs politiques se refusant à perdre tous points de repère stabilisé dans et pour l'action (Genot, 2008).

Bibliographie

- Beck C., Luginbühl Y. et Muxart T. (dir.), 2006. *Temps et espaces des crises de l'environnement*. Versailles : Editions Quæ, Collection « Indisciplines », 409 p.
- Coste J., Fantini B., Lambrichs L. L. (dir.), 2016. *Le concept de pathocénose de M. D. Grmek. Une conceptualisation novatrice de l'histoire des maladies*. Paris : Droz, 346 p.
- Daniau C., Dor F., Denys S., Floch-Barneaud A. et Dab W., 2009. « Problèmes posés par la définition de l'état de référence des sols en santé environnementale », *Responsabilité & Environnement*, n° 54, avril 2009.
- De Certeau M., 1990. *L'invention du quotidien*. Paris : Gallimard, Collection Folio essais (n° 146), 416 p.
- Genot J.L., 2008. *La nature malade de la gestion*. Paris : Sang de la terre, 239 p.
- Hartog F., 2003. *Régimes d'historicité : présentisme et expériences du temps*. Paris : Le Seuil, 272 p.
- Lefebvre H., 1992. *Éléments de rythmanalyse. Introduction à la connaissance des rythmes*, Paris : Syllepse, 116 p.
- Simon L., 2005. « Conclusion : Oui », In Arnoud et Glon, *La nature a-t-elle encore une place dans les milieux géographiques ?* Paris : Publications de la Sorbonne, 263-267.

Comité scientifique

Clélia Bilodeau, Nathalie Blanc, Catherine Carré, Céline Clauzel, Jean Gardin, Thierry Feuillet, Etienne Grésillon, Rhoda Fofack, Nathalie Lemarchand, Mathilde Riboulot-Chetrit, Stéphane Rican, Laurent Simon, Anne Sourdril

Soumissions des propositions et publications

Les propositions de communications sous la forme d'un résumé d'une page maximum sont à déposer *via* la rubrique « soumettre une proposition » du site (<https://temporalites.sciencesconf.org/user/submit>).

Date limite de dépôt des propositions : 15 septembre 2016.

Les auteurs seront informés de la décision du comité scientifique à partir du 30 octobre 2016.

Les actes du colloque seront publiés dans un numéro spécial d'une revue à comité de lecture après une éventuelle sélection. Le texte des communications vous sera demandé en février 2017.

Informations complémentaires sur le site dédié au colloque

<https://temporalites.sciencesconf.org>